



Julia Goddard/LA TROMPETTE

Pourquoi vous ne pouvez pas porter d'armes mais le Service des revenus internes le peut

Alors que l'administration Biden tente d'interdire aux citoyens de posséder des armes d'assaut, elle donne des milliers d'armes et des millions de munitions aux bureaucrates de « l'État profond ».

- Andrew Miiller
- [07/12/2022](#)

Les États-Unis ne sont plus une république constitutionnelle. Leur présidence a été volée, leur frontière n'est pas défendue et leurs agences administratives ont été militarisées contre le peuple. Le raid du 8 août au domicile de Donald Trump a mis en lumière le danger que représentent les agences d'application de la loi hors de contrôle. Mais ce raid était loin d'être la première fois qu'une agence administrative a abusé de son autorité.

Au cours des dernières années, la taille, la portée et le pouvoir du gouvernement fédéral américain ont augmenté à un rythme alarmant. Même les professeurs de droit libéraux avertissent maintenant que la grande majorité des lois de la nation ne proviennent plus des représentants élus du peuple au Congrès et dans les gouvernements des États. Au lieu de cela, les gens sont gouvernés par des lois décrétées comme des « réglementations », imposées par une armée de bureaucrates non élus, non responsables et inaccessibles.

Et le mot *armée* est une métaphore appropriée. Il y a maintenant 103 agences exécutives (en dehors de l'armée américaine) qui dépensent des millions de dollars par an pour stocker des fusils, des pistolets, des munitions, des équipements tactiques et autres. Un rapport de décembre 2020 par l'organisation *American Transparency* [Transparence américaine] note qu'entre 2006 et 2019, le département des Anciens combattants des États-Unis a dépensé 11,6 millions de dollars en armes et en matériel militaire ; le Service d'inspection sanitaire des animaux et des plantes a dépensé 3,9 millions de dollars en armes, drones et canons à gaz de pétrole. Même le Comité de retraite des cheminots a acheté 50 000 dollars d'armes.

Les achats du Service des revenus internes (IRS) sont stupéfiants : il a stocké environ 4 500 armes à feu et 5 millions de munitions, et a dépensé 725 000 dollars en munitions cette année. Et ce n'est pas fini.

Les fonctionnaires et les représentants fédéraux, en particulier ceux qui sont des libéraux radicaux, décrivent régulièrement le pouvoir destructeur des « fusils d'assaut de type militaire ». Alors pourquoi en possèdent-ils autant ?

« L'État profond » s'arme jusqu'aux dents pour une raison sinistre.

L'arsenal de ' l'État profond '

L'administration Biden supervise l'expansion la plus importante de l'État policier national dans l'histoire des États-Unis. La loi sur la réduction de l'inflation, dont le nom est trompeur, ne fait rien pour réduire l'inflation mais affecte 80 milliards de dollars à l'IRS pour qu'il engage 87 000 nouveaux employés, faisant plus que doubler son personnel, dont beaucoup porteront des armes. Une offre d'emploi de l'IRS pour des agents spéciaux d'enquête criminelle demandait aux candidats d'être prêts à « porter une arme à feu » et « prêts à utiliser une force mortelle ». Après un tollé public, cette offre d'emploi a été modifiée. Pourtant, le gouvernement prévoit toujours d'engager 300 agents spéciaux de l'IRS autorisés à porter une arme à feu.

Les législateurs démocrates affirment que ces nouvelles embauches sont nécessaires pour empêcher l'évasion fiscale. Cependant, de nombreux républicains trouvent inquiétant le volume considérable d'armes et de munitions que l'État profond emmagasine.

PT_FR

Le représentant Matt Gaetz a déclaré à *Fox News* le 21 juin : « Voici donc le plan Biden : désarmer les Américains, ouvrir la frontière, vider les prisons—mais rassurez-vous, ils continueront à collecter vos impôts, et ils ont besoin de 725 000 dollars de munitions, apparemment, pour faire le travail. »

Le 7 juillet, Gaetz a présenté au Congrès un projet de loi intitulé la loi du Désarmement de l'IRS, qui interdirait à l'agence d'acheter des armes, des munitions et du matériel militaire. À la place, le Congrès a adopté la loi sur la Réduction de l'inflation. Les démocrates radicaux veulent que les agences fédérales aient *plus* de puissance de feu, pas moins.

Les fondateurs des États-Unis évitèrent spécifiquement d'accorder au gouvernement fédéral un pouvoir quelconque de maintien de l'ordre. Le maintien de l'ordre était laissé aux États et à l'électorat. Au fil du temps, le gouvernement fédéral s'est octroyé de plus en plus de pouvoirs de maintien de l'ordre. Aujourd'hui, plus de 100 agences disposent de tels pouvoirs et de l'autorisation d'utiliser la force meurtrière contre les citoyens américains. Cela inclut non seulement le Service des huissiers, le Département de la Justice, le Département de la Sécurité intérieure et les Services secrets, mais aussi l'Administration de la sécurité sociale, l'Administration des petites entreprises et l'Administration des archives et dossiers nationaux.

Le journaliste d'investigation Adam Andrzejewski, fondateur d'*American Transparency*, enquête sur la militarisation des agences exécutives américaines depuis l'administration Obama. « Qui au juste les agences fédérales se préparent-elles à combattre ? » a récemment demandé Andrzejewski à l'*Epoch Times*. « Nos données montrent que le gouvernement fédéral est devenu une foire aux armes qui ne s'ajourne jamais. Les contribuables doivent dire à Washington que le pouvoir de police appartient principalement aux villes et aux États, pas aux agents fédéraux. »

Il y a plus de 900 000 agents assermentés chargés de l'application de la loi aux États-Unis, qui sont généralement, sinon complètement, nommés par les communautés qu'ils servent. Mais les agents fédéraux ne font pas confiance aux forces de l'ordre locales pour faire respecter leurs diktats anticonstitutionnels. Ils mettent donc des armes à feu dans les mains de leurs plus de 200 000 agents pour se préparer à un futur conflit avec les Américains ordinaires.

Cet État profond a un chef et un programme. C'est peut-être plus visible dans l'une de ses agences les plus puissantes. Le *Federal Bureau of Investigation* [FBI ; Bureau fédéral d'enquête], que beaucoup reconnaissent comme une agence anticonstitutionnelle, a été pris en flagrant délit d'avoir aidé Barack Obama à piéger Donald Trump pour collusion avec la Russie, a aidé la campagne présidentielle d'Hillary Clinton, a contribué à installer et à maintenir Joe Biden à la présidence, et traque les partisans de Trump qui ont protesté contre le vol de l'élection présidentielle de 2020.

L'intention des fondateurs

Les auteurs de la Constitution se méfiaient profondément des armées permanentes en temps de paix. Ils auraient pu rédiger un article, une section ou au moins une clause accordant au gouvernement fédéral une agence de police chargée de faire appliquer les règlements établis par le pouvoir exécutif et de faire des descentes au domicile des citoyens soupçonnés de s'opposer à la politique du président en exercice. Ils ne l'ont délibérément pas fait. Au lieu de cela, ils ont limité le pouvoir du gouvernement, en particulier le pouvoir du gouvernement fédéral. Ils comprenaient la nature humaine et voulaient réduire les menaces pesant sur la liberté individuelle.

James Madison a noté : « Dans la conception d'un gouvernement destiné à être administré par des hommes sur des hommes, la grande difficulté réside dans ceci : vous devez d'abord permettre au gouvernement de contrôler les gouvernés ; et ensuite, l'obliger à se contrôler lui-même. » C'est la raison pour laquelle la Constitution sépare les pouvoirs du gouvernement fédéral en trois branches : législative, exécutive et judiciaire, et qu'elle délègue la grande majorité de l'application de la loi sur les populations locales à leurs représentants locaux dans leurs gouvernements d'État et locaux.

C'est pourquoi le système américain d'application de la loi comprend environ 18 000 entités, étatiques et locales, distinctes. Lorsque les responsabilités en matière de maintien de l'ordre, y compris l'autorisation d'utiliser la force meurtrière, sont réparties entre 18 000 agences dirigées par des responsables locaux élus, il devient difficile pour quiconque de s'ériger en tyran. Si un shérif de comté abuse de sa fonction, il est directement responsable devant son propre électeurat. L'État et la nation dans son ensemble ne sont pas affectés.

Le FBI, l'IRS, le département des Anciens combattants, l'Administration des petites entreprises, le Comité de retraite des cheminots, le Service d'inspection de santé animale et végétale et des dizaines d'autres agences fédérales ont un total général de zéro représentant élu. Chaque agent relève d'une chaîne de commandement composée de zéro représentant élu jusqu'à ce qu'elle atteigne le président des États-Unis. Si un agent fédéral abuse de sa fonction, il n'est responsable que devant les supérieurs de son agence.

En dehors de quelques crimes bien définis, tels que la contrefaçon, la trahison et le piratage, le droit constitutionnel exige que l'application de la loi soit une fonction des gouvernements des États et des collectivités locales. La Constitution n'accorde pas au gouvernement le pouvoir d'établir une force de police nationale, et le 10^e amendement stipule que les

pouvoirs qui ne sont pas expressément accordés au gouvernement fédéral « sont réservés aux Etats, respectivement, ou au peuple ».

Les responsables locaux sont responsables devant le peuple. De nombreux shérifs locaux à travers l'Amérique ont refusé d'appliquer les saisies inconstitutionnelles d'armes à feu, les mandats de masques ou les exigences en matière de vaccins. Le régime Biden s'attaque donc aux services de police locaux et aux droits des citoyens américains en matière d'armes à feu, tout en donnant du pouvoir aux agences exécutives américaines. L'homme qui dirige ce régime, Barack Obama, comprend que les fonctionnaires fédéraux rendent compte ultimement à l'exécutif fédéral : le président.

La force de police nationale que les fondateurs ont évitée est maintenant une réalité bien armée. « Une force militaire permanente, avec un exécutif démesuré », a dit Madison, « ne sera pas longtemps un compagnon sûr pour la liberté ».

Se précipitant vers la guerre

De nombreux Américains se rendent compte aujourd'hui qu'ils ne vivent plus dans une république libre mais dans une technocratie de plus en plus autoritaire dirigée par des bureaucrates, des fonctionnaires, des chefs militaires et des agents de renseignement puissants et non élus. De nombreuses bureaucraties fédérales possèdent désormais des pouvoirs législatifs (règlements), judiciaires (des « tribunaux » administratifs) et exécutifs (application par des agents armés). Il y a donc peu de choses que le peuple peut faire pour s'opposer à la tyrannie de l'État profond.

Un sondage *Yahoo News—YouGov* réalisé en juillet auprès de 1 672 adultes américains a révélé que 33 pour cent des électeurs qui ont votés pour Trump dans les États conservateurs croient maintenant qu'ils seraient plus avantagés si leur État faisait sécession de l'union et « devenait un pays indépendant ».

Dans « *Que se passera-t-il une fois que Trump retrouvera le pouvoir ?* », le rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry, a expliqué que Donald Trump était le vainqueur légitime de l'élection de 2020. Il a montré comment la Bible prophétise que Trump reviendra au pouvoir, mais qu'il « devra se battre pour y arriver. Il ne s'agit pas nécessairement d'une action militaire, mais ça pourrait certainement l'être. Le président Trump pourrait également conduire certains États à faire sécession de l'Union ».

M. Flurry a expliqué que le président Trump est un type du temps de la fin du roi Jéroboam II, et il a souligné 2 Rois 14 : 26-28, qui déclarent : « Car l'Éternel vit l'affliction d'Israël à son comble et l'extrémité à laquelle se trouvaient réduits esclaves et hommes libres, sans qu'il y eût personne pour venir au secours d'Israël. Or l'Éternel n'avait point résolu d'effacer le nom d'Israël de dessous les cieux, et il les délivra par Jéroboam, fils de Joas. Le reste des actions de Jéroboam, tout ce qu'il a fait, ses exploits à la guerre, et comment il fit rentrer sous la puissance d'Israël Damas et Hamath qui avaient appartenu à Juda, cela n'est-il pas écrit dans le livre des Chroniques des rois d'Israël ? »

Il y a six ans, Dieu a utilisé le président Trump pour sauver l'Amérique des forces qui cherchaient à la détruire, mais la campagne visant à transformer l'Amérique en une technocratie autoritaire est plus forte que jamais. L'administration radicale de Biden a maintenant plus de 200 000 agents autorisés à utiliser la force mortelle et des millions de munitions à portée de main. Le président Trump pourrait vraiment être contraint de se battre pour sauver l'Amérique !